

CE N'EST PAS AUX SALARIÉS DE PAYER LE QUOI QU'IL EN COÛTE !

Depuis le confinement intervenu il y a un an, nous n'en finissons pas d'établir la liste des preuves de la faillite de notre Gouvernement : cela va du port du masque, à la campagne de vaccination, en passant par le confinement et le couvre-feu à géométrie variable. « Soyez fiers d'être des amateurs ! » tel est le slogan de la Start-up Nation présidée par Macron.

La pandémie a été le prétexte à la remise en cause de la Constitution et des fondements de la République laissant à la manœuvre un conseil de défense sanitaire se réunissant sous le sceau du secret. De là, découle des atteintes à nos libertés individuelles, publiques et donc syndicales empêchant ainsi l'exercice de nos mandats dans des conditions normales, le télétravail plébiscité par les salariés venant constituer un obstacle à une vie syndicale nécessaire à la démocratie, à la lutte et à la construction du rapport de force.

Les amateurs qui nous gouvernent sont en fait des suppôts du capitalisme et ne connaissent qu'une solidarité, celle qui s'adresse aux entreprises à coups de milliards. Le Gouvernement, le Patronat et les médias veulent effrayer les citoyens avec une dette qui devrait atteindre les 122% de PIB en 2021, et le déficit de la Sécurité sociale, Sécurité sociale qui a pourtant permis de financer la gestion de la crise sanitaire.

Les tenants du capitalisme sont ainsi prêts à justifier la stagnation des salaires, la réforme des retraites, la baisse des allocations logement, la baisse des allocations chômage, et les attaques contre notre Sécurité sociale que la commission européenne ne manquera pas de solliciter auprès du Président Macron son serviteur.

Des décennies de politiques désastreuses en matière de santé se sont traduites par des dizaines de milliers de fermetures de structures hospitalières et des dizaines milliers de lits, par une course effrénée aux économies dans le cadre d'une gestion Hôpital/Entreprise.

Les laboratoires pharmaceutiques uniquement orientés vers la rentabilité pour leurs actionnaires nous ont conduits dans une incapacité à produire les vaccins nécessaires à protéger la population.

Loi sécurité Globale, Loi sur les séparatismes, répression antisyndicale, tout concourt à exacerber les actes à caractère racistes, à cliver la société afin de nous enfermer dans un débat présidentiel nauséabond et immonde.

Nous devons, à l'inverse, préserver le vivre ensemble et la laïcité.

Alors que le CAC 40 a rejoint ses plus beaux scores, les patrons des GAFAM explosent leurs dividendes.

La jeunesse du pays vient grossir les files d'attente auprès des associations d'aides alimentaires, la pauvreté et la précarité augmentent, les licenciements se poursuivent...

Ce 18 mars 2021 marque le 150e anniversaire du début de la Commune de Paris. Plus que jamais ses revendications et son idéal d'une République sociale, ouvrière et égalitaire sont d'actualité et doivent nous servir de boussole.

Abandon des réformes de l'assurance chômage et des retraites

Exigeons la mise en place du 100% Sécu

Augmentons les salaires et garantissons l'emploi

Renforçons et développons le secteur public

Création d'un service public de la perte d'autonomie et d'un service public de la santé

Notre Fédération ne peut et ne doit rester spectatrice en ces temps d'occupation des théâtres, aux mouvements des intermittents/précaires et à la forme des revendications que portent ces actions : abandon de réforme de l'assurance chômage et amélioration de notre protection sociale.

À cet égard nous appelons les syndicats à participer aux assemblées générales et à l'ensemble des initiatives qui se construisent autour de ce mouvement. Il convient de réfléchir à la mise en place des vendredis de la colère ou des temps forts interprofessionnels pour soutenir et amplifier la mobilisation. Nous appelons également :

Le 24 mars en soutien aux camarades de la CPAM 66 devant le tribunal

Le 30 mars avec Gilles Piazzoli pour les libertés syndicales et pour la mémoire d'Ambroise Croizat

Le 31 mars avec les Retraités pour une hausse de leur pension

Le 8 avril avec la santé, les services publics, les organismes sociaux : les oubliés du Ségur